



De Stockholm à nos jours : quel chemin parcouru ?

Esther Ngo Baha

► To cite this version:

Esther Ngo Baha. De Stockholm à nos jours : quel chemin parcouru ?. Revue internationale de droit et science politique / International Journal of Law and Political Science, 2023, Volume 3 (8). <hal-04662540v2>

HAL Id: hal-04662540

<https://hal.science/hal-04662540v2>

Submitted on 6 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

De Stockholm à nos jours : quel chemin parcouru ?

Esther Ngo Baha¹

Doctorante en droit international et européen

Institut de recherche en droit international et européen

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Résumé

Plus de quarante-six (46) ans déjà que les Etats s'évertuent à trouver des voies et moyens d'atténuer le réchauffement climatique. Plus de quarante-six (46) ans déjà que la question du réchauffement de la planète, et bien plus, celle de la protection de l'environnement, est de plus en plus grandissante et inquiétante au point où il faille certainement marquer un temps d'arrêt et s'interroger sur l'ensemble des actions menées afin de dresser un bilan permettant d'évaluer les bon points et les axes à améliorer. Le droit est et reste l'élément de régulation de la vie en société assortie de sanctions. Or, il résulte à l'observation que la fragilité du droit de l'environnement est due non pas à sa place dite « *droits de la troisième génération* », mais beaucoup plus au contenu et aux stratégies adoptées par les Etats. Plus précisément, il ressort que il y existe de nombreux concepts auxquels des contenus différents sont attachés notamment pour ce qui est du développement durable ou encore de l'environnement, et que les ratifications des conventions et accords internationaux sont souvent fait avec des réserves ou pas du tout, malgré que l'environnement fasse partie du patrimoine commun de l'humanité. Vu l'envergure des engagements traduite dans des instruments normatifs et des institutions créées par ces instruments, de plus en plus d'intérêt est accordé dans les Etats et sur le plan international à la question de la préservation de l'environnement en général et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre principalement. Cet article ne fait pas le procès d'une gestion environnementale internationale, mais tend vers une vision rétrospective et prospective des engagements pris dans le cadre des rencontres internationales sur la préservation de l'environnement et principalement, sur la question des changements climatiques depuis Stockholm.

¹ Adresse e-mail : academicestha210@yahoo.fr

Mots-clés : sommet de la Terre - changements climatiques - principes fondateurs - CIJ - déclarations finales - convention internationale - droit international de l'environnement - droit de l'environnement.

ABSTRACT

For more than forty-six (46) years, States have been striving to find ways and means to mitigate global warming. For more than forty-six (46) years already, the question of global warming, and much more, that of environmental protection, has been growing and worrying to the point where it is certainly necessary to mark a time of stopping and questioning all the actions carried out in order to draw up a balance sheet to assess the good points and the areas for improvement. The law is and remains the element of regulation of life in society accompanied by sanctions. However, it follows from the observation that the fragility of environmental law is due not to its so-called “third generation rights” position, but much more to the content and strategies adopted by States. More specifically, it appears that there are many concepts to which different contents are attached, particularly with regard to sustainable development or the environment, and that the ratifications of international conventions and agreements are often made with reservations or not. at all, despite the fact that the environment is part of the common heritage of humanity. Considering the scope of the commitments translated into normative instruments and the institutions created by these instruments, more and more interest is accorded in the States and on the international level to the question of the preservation of the environment in general and the the reduction of greenhouse gas emissions mainly. This article does not make the trial of an international environmental management, but tends towards a retrospective and prospective vision of the commitments made within the framework of the international meetings on the preservation of the environment and mainly, on the question of climate change since Stockholm.

Keywords: Earth Summit - climate change - founding principles - ICJ - final declarations - international convention - international environmental law - environmental law.

Introduction

A la fin de la décennie 60, les données scientifiques et statistiques relatives à la situation dégradée de l'environnement a fait prendre conscience car, il fallait penser une nouvelle donne à savoir l'écologie, pour s'arrimer aux exigences environnementales et éviter de paraître un facteur favorisant le réchauffement de la planète. Bien plus que ce qui avait été espéré, les organisations internationales n'ont pas tardé à militer et se saisir du problème. Les institutions régionales également ont posé les fondements juridiques du respect de l'environnement et en 1968, le Conseil de l'Europe a adopté deux textes fondamentaux sur le contrôle de la pollution de l'eau et de l'air. L'Organisation de l'unité africaine a élaboré la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, abordant la conservation et l'utilisation des sols, de l'eau, des plantes et des animaux.

Plus grave, l'une des plus grandes pollutions due au déversement accidentel d'hydrocarbures causée par le pétrolier *Torrey Canyon* en 1967, atteignant principalement les côtes françaises, anglaises et belges, ont incité les gouvernements à agir.

La Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement (CNUED) est une rencontre décennale initié par l'Assemblée Générale des Nations Unies, et dont la première s'est tenue, sous l'impulsion d'une résolution², à Stockholm du 5 au 6 juin 1972. Elle s'est terminée par l'adoption d'une *Déclaration sur l'environnement*, énonçant vingt-six (26) principes qui ont guidé toute action dans le développement du droit international de l'environnement. Ainsi par exemple, les principes 18 à 20 mentionnent les instruments de planification de la politique internationale de l'environnement. Un autre résultat de cette conférence a été la création d'un organe central en charge des questions environnementales par l'Assemblée générale des Nations Unies, en donnant corps en 1972 au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Après Stockholm, il était devenu évident que les pays du Sud pouvaient également s'engager et soulever des préoccupations en matière de défense de l'environnement. Ainsi, en 1982, la deuxième rencontre de ce genre a eu lieu mais n'eut pas la portée escomptée du fait de la situation politique dans le monde.³

² Il s'agit de la Résolution 2398 (XXIII).

³ Dans la décennie 80, d'autres actualités politiques ont obstrué la portée de la deuxième conférence sur l'environnement notamment, le mouvement de décroissance.

Puis, le Rapport Brundtland mettant un accent particulier sur le développement durable (qui fait référence au développement destiné à satisfaire les besoins des générations présentes tout en respectant l'environnement pour satisfaire les besoins des générations futures),⁴ dressait un tableau inquiétant de l'avenir, mettant ainsi en relief l'urgence de tenir une nouvelle conférence. Tenue à Rio de Janeiro, du 3 au 14 juin 1992, cinq textes sont nés de cette rencontre : deux conventions (la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique), une déclaration dont le nom laisse transparaître le difficile accord entre les Etats (Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts), et deux textes à portée générale (la Déclaration sur l'environnement et le développement, et l'Agenda 21).

Le droit de l'environnement est un domaine particulier dans la mesure où, il est plus aisé de donner corps à des nouveaux champs tant conceptuels que juridiques. Tout d'abord la définition d'« *environnement* » est un terrain idéal pour l'innovation juridique. Un texte juridique adopté le 27 juin 1967 fait savoir que l'environnement est constitué de : « *l'eau, l'air et la terre ainsi que les liens qu'ils entretiennent entre eux ou avec quelque organisme vivant que ce soit* ».⁵

Une autre définition plus évoluée de l'environnement se trouve dans la Convention sur la responsabilité civile pour des dommages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement, rédigée dans le cadre du Conseil de l'Europe, et adoptée à Lugano le 21 juin 1993. Il est précisé dans son article 2 : « *Au sens de la présente Convention (...) « l'environnement » comprend :*

- *les ressources naturelles abiotiques et biotiques, telles que l'air, l'eau, le sol, la faune et la flore, et l'interaction entre ces mêmes facteurs ;*
- *les biens qui composent l'héritage culturel ; et*
- *les aspects caractéristiques du paysage ».*

Avec l'ère industrielle, l'environnement de notre planète et les diverses formes de vie sur terre disparaissent à un rythme alarmant. Il s'agit donc de faire un bilan de la question environnementale telle que abordée depuis le premier sommet de la Terre tenu à Stockholm en 1972. Au demeurant, nous présenterons l'élaboration de stratégies de lutte contre les

⁴ La convention sur la diversité biologique parle plutôt d' « *utilisation durable* ». Celle-ci signifie « *une utilisation qui maintient et renforce les ressources naturelles renouvelables d'une façon qui satisfait les besoins des générations présentes sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs propres besoins à partir des mêmes ressources* ».

⁵ Article 2 de la Directive 67/548/CEE du 27 juin 1967.

changements climatiques d'une part (I) et d'autre part, nous nous appesantirons sur l'effectivité de la protection et de la préservation de l'environnement (II).

I- L'élaboration de stratégies de lutte contre les changements climatiques

Dans cette partie nous déclinons la définition du cadre normatif de la protection de l'environnement et les changements climatiques (A) et des outils de leur mise en œuvre (B)

A- la définition du cadre normatif principal de la protection de l'environnement et les changements climatiques

Le cadre normatif en matière de protection de l'environnement issu de Stockholm est assez vaste et diversifié. Cependant, il est des textes phares qui se sont imposés au vu de l'urgence de la protection d'un aspect de l'environnement qui nécessitait une mobilisation et une réponse adéquate.

1. Les textes à valeur contraignante

D'entrée de jeu, il importe de relever que tous ces instruments sont basés sur une innovation propre au droit de l'environnement. Il s'agit du principe de coopération. Il est important que les Etats parties à un traité mutualisent leurs efforts afin de préserver l'environnement dont ils dépendent. De ce fait, on observe une meilleure protection et prise en compte du droit de l'environnement.

- La Convention de Montego Bay

La convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982 ou convention de Montego Bay est le principal instrument juridique du droit de la mer, et dont la quasi-totalité des Etats côtiers sont parties (à l'exception des Etats Unis, la Turquie...). Il régle le droit de la mer en définissant juridiquement d'une part les espaces maritimes (eaux intérieures, mer territoriale, zone contiguë, zone économique exclusive, plateau continental, haute mer, régimes particuliers des détroits internationaux et des Etats archipels), et d'autre part les droits et les devoirs des Etats dans ces espaces, notamment ceux de navigation et d'exploitation des ressources économiques, ainsi que ceux de la protection du milieu marin.

A titre illustratif, son article 76 dispose que tout Etat qu'il soit pourvu ou non, d'un plateau continental au sens géographique du terme, jouit d'un plateau continental s'étendant jusqu'à 200 milles marins. De ce fait, cette convention s'insère de plein droit dans le droit positif des Etats parties et par conséquent, la violation de cette disposition entraîne une sanction.

- **La Convention sur la diversité biologique**

La Convention sur la diversité biologique (CDB) a été ouverte à la signature lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, le 5 juin 1992, et est entrée en vigueur le 29 décembre 1993. Comptant à ce jour 193 Etats signataires, la CDB est l'un des plus importants accords internationaux. Elle a impulsé une grande activité sur le plan national et international, à une coordination accrue des actions intersectorielles dans les Etats, et entre les Etats parties à cette convention. Il s'agit d'un traité international juridiquement contraignant qui a trois principaux objectifs à savoir, la conservation de la diversité biologique; l'utilisation durable de la diversité biologique et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

- **La CITES**

La convention de Washington, communément connue comme la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), est un traité international qui a pour but de veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages menacés d'extinction ne fasse pas l'objet de commerce. Comme le commerce des plantes et des animaux sauvages dépasse le cadre national, sa réglementation nécessite la coopération internationale pour préserver certaines espèces de la surexploitation. Aujourd'hui, elle confère une protection à plus de 35.000 espèces sauvages. Bien que la CITES soit contraignante pour les parties, elle ne tient cependant pas lieu de loi nationale. C'est plutôt un cadre que chaque partie doit respecter, et pour cela, adopter une législation garantissant le respect de la Convention au niveau national.

- **Les conventions de Bâle et de Bamako**

En 1988, un homme d'affaires italien a illégalement déversé plus de 2 000 fûts, sacs et conteneurs remplis de déchets dangereux dans un petit village de pêcheurs du sud du Nigeria. Les déchets ont été présentés par le concessionnaire comme des engrais qui aideraient les paysans pauvres. Cependant, la situation s'est transformée en cauchemar quelques mois plus tard lorsque les conteneurs ont commencé à fuir, causant des maux d'estomac, des maux de tête, des problèmes de vue et des décès au sein de la communauté locale. La zone bordant la décharge est devenue inhabitable et 500 résidents ont dû être évacués. Plus récemment, en 2006, un cargo immatriculé au Panama, affrété par *Trafigura*, une multinationale de négoce de matières premières, a déversé plus de 500 mètres cubes de déchets hautement toxiques à

Abidjan, causant la mort de 17 personnes et empoisonnant des milliers d'autres. Afin d'éviter que de tels incidents ne se reproduisent, il a été mis sur pied des traités internationaux relatifs à l'importation et à l'élimination des déchets dangereux tels que la Convention de Bâle et la Convention de Bamako.

La Convention de Bâle adoptée en 1989, interdit l'importation et l'élimination des déchets dangereux des pays industrialisés dans les pays en développement. Ce traité international établit une procédure avec des exigences strictes nécessitant le consentement du pays destinataire pour tout mouvement transfrontalier de déchets dangereux.

Dans le même sens, la Convention de Bamako a été initiée par certains pays de la défunte Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Bamako en janvier 1991 et est entrée en vigueur en 1998. Elle vise l'interdiction d'importation, le déversement ou l'incinération de déchets dangereux en Afrique. Elle prône le principe de précaution et assure la gestion rationnelle de ces déchets sur le continent. Destinée à protéger la santé des populations et l'environnement des pays africains en interdisant l'importation de tous les produits et déchets radioactifs, elle proscrie le déversement ou l'incinération de déchets dangereux dans les océans et les eaux intérieures des Etats africains. *In fine*, elle a pour objectif d'améliorer et d'assurer la gestion écologique et rationnelle et le traitement des déchets dangereux dans la région Afrique.

- La convention d'Alger, aujourd'hui Maputo

La Convention africaine relative à la conservation de la nature et des ressources naturelles, initialement connue sous le nom de Convention d'Alger de 1968, a constitué un important progrès dans l'histoire du droit international. Elle a dû évoluer et s'adapter aux nouvelles données sans pour autant minorer son apport initial en matière de conservation de la nature en Afrique. Elle s'est mutée en Convention de Maputo depuis son adoption le 11 juillet 2003 par l'assemblée de l'Union africaine. Il ne s'agit nullement d'une abrogation de la convention d'Alger, mais d'un ajout de dispositions nouvelles constituant un apport incontestable de la nouvelle Convention. Ainsi, la nécessité d'actualiser la Convention d'Alger est importante dans la mesure où il faille que ce traité régional devienne un instrument important, en tenant compte de l'état du droit de l'environnement dans les Etats africains et des contraintes qui pèsent sur sa mise en œuvre.

Elle met une protection particulière sur le couvert végétal, les espèces et diversité génétique, les processus et activités ayant une incidence sur l'environnement et les ressources naturelles, le développement durable, les activités militaires et conflits armés, le

développement et transfert de technologies, au respect des dispositions de la Convention et à la responsabilité.⁶

2. Les textes à valeur non-contraignante

Pour ce qui est des instruments à valeur non-contraignante, de nombreux textes ont vu le jour. Il s'agit beaucoup plus d'instruments qui ont pour but d'inspirer et d'orienter les politiques nationales des Etats. Dans ce registre, il est fait référence par exemple aux Déclarations finales des Sommets internationaux sur l'environnement et de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

B. Les instruments et outils d'accompagnement

1. Le PNUE

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est l'organe du système des Nations Unies en charge de l'éducation, la sensibilisation et la défense de l'environnement afin de promouvoir le développement durable.

Les activités du PNUE consistent notamment à évaluer la situation et les tendances environnementales aux niveaux mondial, régional et national, à élaborer des instruments internationaux et nationaux relatifs à l'environnement et à renforcer les institutions afin de promouvoir une gestion judicieuse de l'environnement. Le PNUE contribue depuis longtemps au développement et à la mise en œuvre du droit de l'environnement dans le cadre de ses activités normatives ou de facilitation des réunions intergouvernementales chargées d'élaborer des accords multilatéraux, des principes et directives sur l'environnement face aux problèmes rencontrés dans ce domaine au niveau mondial.

Par le truchement de sa Division du droit et des conventions relatifs à l'environnement, le PNUE participe à des actions et activités visant à développer et améliorer l'état de droit environnemental, y compris par le développement progressif du droit de l'environnement, la protection des droits de l'homme et de l'environnement, la lutte contre la criminalité environnementale, l'amélioration de l'accès à la justice en matière environnementale et le renforcement général des capacités des parties prenantes.⁷

⁶ Articles 8 à 24 de la Convention de Maputo de 2003.

⁷<https://www.un.org/ruleoflaw/fr/un-and-the-rule-of-law/united-nations-environment-programme/>, consulté le 06/02/2023 à 01h 58 min.

2- Le GIEC

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ouvert à tous les pays membres de l'ONU, est l'organe international chargé d'analyser scientifiquement les changements climatiques. Il a été établi en 1988 par l'organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en vue de fournir aux responsables politiques des évaluations scientifiques périodiques concernant les changements climatiques, leurs incidences et les risques futurs et de leur présenter des stratégies d'adaptation et d'atténuation. A ce jour, le GIEC a produit plus de cinq (05) rapports d'évaluation scientifique et technique exhaustifs sur les changements climatiques. Mais aussi, de nombreux rapports spéciaux dont celui de 2011 sur les « *Sources d'énergie renouvelable et atténuation du changement climatique* » qui propose une analyse détaillée des formes d'énergie et des technologies qui conviennent à leur exploitation, les coûts de ces dernières, les avantages et le rôle qu'elles pourraient jouer dans le cadre de diverses options d'atténuation.

3- Les COP

Il s'agit là d'une innovation en matière de droit de l'environnement. Tout d'abord, son origine résulte de la conférence de Rio, précisément de la CCNUCC.

« 1. Il est créé une Conférence des Parties.

2. En tant qu'organe suprême de la présente Convention, la Conférence des Parties fait régulièrement le point de l'application de la Convention et de tous autres instruments juridiques connexes qu'elle pourrait adopter et prend, dans les limites de son mandat, les décisions nécessaires pour favoriser l'application effective de la Convention. A cet effet :

(a) Elle examine périodiquement les obligations des Parties et les arrangements institutionnels découlant de la Convention, en fonction de l'objectif de la Convention, de l'expérience acquise lors de son application et de l'évolution des connaissances scientifiques et techniques ;

(b) Elle encourage et facilite l'échange d'informations sur les mesures adoptées par les Parties pour faire face aux changements climatiques et à leurs effets (...) ;

(c) Elle facilite, à la demande des deux Parties ou davantage, la coordination des mesures adoptées par elles pour faire face aux changements climatiques et à leurs effets (...) ;

(d) Elle encourage et dirige, conformément à l'objectif et aux dispositions de la Convention, l'élaboration et le perfectionnement périodique de méthodes comparables, dont conviendra la

Conférence des Parties, visant notamment à inventorier les émissions de gaz à effet de serre par les sources et leur absorption par les puits, ainsi qu'à évaluer l'efficacité des mesures prises pour limiter ces émissions et renforcer l'absorption de ces gaz ;

(e) Elle évalue, sur la base de toutes les informations qui lui sont communiquées conformément aux dispositions de la Convention, l'application de la Convention par les Parties, les effets d'ensemble des mesures prises en application de la Convention, notamment les effets environnementaux, économiques et sociaux et leurs incidences cumulées, et les progrès réalisés vers l'objectif de la Convention ;

(f) Elle examine et adopte des rapports périodiques sur l'application de la Convention et en assure la publication ;

(g) Elle fait des recommandations sur toutes questions nécessaires à l'application de la Convention ;

(h) Elle s'efforce de mobiliser des ressources financières (...) ;

(i) Elle crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la Convention ;

(j) Elle examine les rapports de ces organes, à qui elle donne des directives ;

(k) Elle arrête et adopte, par consensus, des règlements intérieurs et des règles de gestion financière pour elle-même et pour tous organes subsidiaires ;

(l) Le cas échéant, elle sollicite et utilise les services et le concours des organisations internationales et des organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents, ainsi que les informations qu'ils fournissent ;

(m) Elle exerce les autres fonctions nécessaires pour atteindre l'objectif de la Convention, ainsi que toutes les autres fonctions qui lui sont conférées par la Convention ».

II- L'effectivité de la protection et de la préservation de l'environnement

A- Les innovations et principes prépondérants issus du droit de l'environnement

De nombreuses innovations, principes et concepts contribuent à la formation du droit de l'environnement. Ce qui voudrait indiquer que ce n'est pas seulement un ensemble de notions, mais bien plus, une synchronisation des domaines qui participe à la préservation de ce qui

conditionne de la vie sur Terre. Ainsi, ces contenants nouveaux sont dès lors consacrés et le plus souvent, réitérés par la plupart des instruments normatifs en matière d'environnement. Nous pouvons identifier :

1- La souveraineté étatique

La souveraineté étatique est l'un des principes les plus anciens du droit international général. Elle signifie qu'un Etat a une compétence exclusive sur son territoire.⁸ Autrement dit, l'Etat est seul à adopter et à faire usage du droit, et en exerçant toute autorité à travers les tribunaux qui sont les instances compétentes en la matière.⁹

Le territoire étatique comprend non seulement le sol, mais aussi les eaux intérieures et des sections déterminées de la mer. Les ports et les baies dont l'ouverture est inférieure à 24 milles nautiques sont sous la juridiction exclusive de l'Etat côtier. Une telle juridiction est également exercée le long des côtes jusqu'à 12 milles avec une restriction qui assure le passage inoffensif des navires étrangers. Les Etats côtiers ont aussi des droits exclusifs sur la zone appelée « *zone économique exclusive* » qui couvre 200 milles nautiques depuis la limite extérieure de la mer territoriale, mais seulement dans un but d'exploration et d'exploitation, de préservation et de gestion des ressources naturelles (de nos jours, la prééminence du besoin écologique (« *zone écologique* ») est de plus en plus pris en compte et encadré par le droit international dans lesdites zones), de recherche scientifique et de protection et conservation de l'environnement marin. Enfin, le domaine de la juridiction exclusive des Etats comprend aussi l'atmosphère qui se trouve au-dessus de leur territoire et de leurs eaux territoriales. Donc, tout Etat a le total exercice du pouvoir sur son territoire sur lequel aucune autre entité quelle qu'elle soit ne pourrait valablement intervenir.

2- La coopération internationale

La Déclaration de Rio a fondé sa pérennité sur le principe de coopération, en ceci qu'il est requis une coopération entre les pays du Nord et ceux du Sud en répartissant les responsabilités

⁸ Ces contributions déterminées au plan national sont disponibles sur le site <http://www4.unfccc.int/Submissions/INDC/Submission%20Pages/submissions.aspx>

⁹ L'article 2 de la Convention de Montego Bay dispose : « *La souveraineté de l'Etat côtier s'étend, au-delà de son territoire et de ses eaux intérieures et, dans le cas d'un Etat archipel, de ses eaux archipélagiques, à une zone de mer adjacente désignée sous le nom de mer territoriale. 2. Cette souveraineté s'étend à l'espace aérien au-dessus de la mer territoriale, ainsi qu'au fond de cette mer et à son sous-sol. 3. La souveraineté sur la mer territoriale s'exerce dans les conditions prévues par les dispositions de la Convention et les autres règles du droit international* ».

de chaque groupe. Ainsi, son principe 7 précise que : « *Les Etats doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre. Etant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les Etats ont des responsabilités communes mais différenciées. Les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent* ».

Bien plus, le principe de coopération est mieux développé et précisé dans la Convention sur le droit de la mer.¹⁰

3- La responsabilité commune mais différenciée

La Déclaration de Rio souligne que : « *Les Etats doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre. Etant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les Etats ont des responsabilités communes mais différenciées. Les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent* »¹¹

Sur le plan pratique, nous pouvons noter que ce principe est intégré dans bon nombre d'instruments en lien avec l'environnement. Ainsi, par exemple nous pouvons citer la

¹⁰ L'article 2, paragraphe 7 de la Charte des Nations Unies prévoit que : « *Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ni n'oblige les membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte* ». Bien plus, ce principe est réitéré par le Principe 21 de la Déclaration de Stockholm en ces termes : « *Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement (...)* ». L'article 197 de cette convention souligne que : « *Les Etats coopèrent au plan mondial et, le cas échéant, au plan régional, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, à la formulation et à l'élaboration de règles et de normes, ainsi que de pratiques et procédures recommandées de caractère international compatibles avec la Convention, pour protéger et préserver le milieu marin, compte tenu des particularités régionales* ».

¹¹ Principe 7

Convention sur la diversité biologique de 1992¹², Convention de Bâle de 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination.¹³

4- L'obligation de protection et de préservation

Le principe de préservation et de protection de l'environnement est un aspect essentiel du droit international de l'environnement. Il désigne dans ce cas, l'obligation faite aux Etats de mettre sur pied des voies et moyens destinés à la protection de l'environnement. Aussi, bien que tous les instruments internationaux relatifs à l'environnement visent cet idéal, il est consacré de manière spécifique dans la convention sur le droit de la mer.¹⁴

5- Le principe « pollueur-payeur »

Par ce principe, le pollueur qui porte atteinte à l'environnement est responsable du préjudice causé, et appelle que ce dernier assume la réparation du préjudice. Ce principe a été établi par l'OCDE afin de prévenir la pollution et d'encourager l'utilisation raisonnable des ressources environnementales rares.

Le principe 16 de la Déclaration de Rio formule aussi ce principe : « *[l]es autorités nationales devraient s'efforcer de promouvoir l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et l'utilisation d'instruments économiques, en vertu du principe selon lequel c'est le pollueur qui doit, en principe, assumer le coût de la pollution, dans le souci de l'intérêt public et sans fausser le jeu du commerce international et de l'investissement* ».

Ce principe est aussi formulé dans la Convention de 1992 sur la protection de l'environnement marin dans l'Atlantique Nord-Est.¹⁵

6- Le principe de prévention

Ce principe est reconnu dans la Convention d'Espoo sur l'évaluation d'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière. Elle affirme dans son Préambule qu'il est nécessaire et primordial de développer des politiques d'anticipation et de prévenir, d'atténuer et de surveiller l'impact sur l'environnement en général et plus particulièrement dans un contexte transfrontière. Aussi, la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles en son article 4, indique aux parties contractantes de prendre et de mettre

¹² Articles 16, 20 et 21.

¹³ Article 10(2).

¹⁴ La Partie XII de la Convention de Montégo Bay est intitulée « *Protection et préservation du milieu marin* ».

¹⁵ L'article 2(2) (b), fait supporter la charge de la pollution au responsable du dommage. Ainsi, « *Les coûts de la prévention de la pollution, des mesures de contrôle et de réduction doivent être supportés par le pollueur* ».

en œuvre toutes les mesures nécessaires pour réaliser les objectifs de la Convention « *notamment par des mesures de prévention et l'application du principe de précaution* ».

B- Les décisions rendues par la CIJ

Siégeant à La Haye, la Cour Internationale de Justice (CIJ) a été créée avant la fin de la seconde guerre mondiale le 26 juin 1945. Elle a succédé à la Cour Permanente de Justice Internationale (CPJI) qui a disparu avec la Société Des Nations. Elle fait partie de l'ONU puisque son statut y est annexé comme partie intégrante de la Charte et a effectivement démarré ses activités en avril 1946. Sa mission est contenue dans son statut.¹⁶ Celle-ci est « *de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis* ». Pour ce faire, le droit applicable est constitué de :

- conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les États en litige ;
- coutume internationale comme preuve d'une pratique générale, acceptée comme étant le droit ;
- principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.

Il importe de préciser que la compétence de la CIJ en matière contentieuse est facultative, c'est-à-dire qu'elle nécessite l'accord des États parties au litige. Cependant, afin d'éviter tout désaccord relatif à ce point, les États parties peuvent souscrire à une clause de juridiction obligatoire qui prévoit que la CIJ sera automatiquement compétente pour tout conflit les opposant entre eux.

A la faveur de l'intérêt grandissant pour l'environnement et l'écologie qui n'ont cessé de progresser, la CIJ a connu au milieu des années 1990, son « *baptême de feu* » en matière d'environnement. Pour la première fois, elle était appelée à se prononcer sur un litige dans lequel l'environnement est d'une certaine manière devenu l'objet principal. On considère en droit international de l'environnement que c'est le premier litige environnemental sur lequel la Cour a statué. Il s'agit de l'arrêt rendu le 25 septembre 1997 dans l'affaire relative au projet de barrage sur le Danube, encore appelée « *Affaire Gabčíkovo Nagymaros* ». ¹⁷

¹⁶ Article 38 du Statut de la CIJ.

¹⁷ Cette affaire a opposé la Slovaquie où se trouvait la ville de Gabčíkovo, à la Hongrie où se trouvait la ville de Nagymaros. Le début de ce projet (plus tard devenu un véritable litige entre les deux États) remonte au 16 septembre 1977, lorsque la Hongrie et la Tchécoslovaquie avaient conclu un traité « *relatif à la construction et au fonctionnement d'un système d'écluses* » sur ce fleuve que les deux pays se partageaient.

La Cour a estimé n'avoir « aucune difficulté à reconnaître que les préoccupations exprimées par la Hongrie en ce qui concerne son environnement naturel dans la région affectée par le projet Gabčíkovo-Nagymaros avaient trait à un intérêt essentiel de cet Etat, au sens où cette expression est utilisée à l'article 33 du projet de la Commission du droit international ». Cependant, elle a rappelé qu'elle avait eu l'occasion de souligner l'importance que le respect de l'environnement revêt à son avis pour l'humanité. Elle affirma que : « L'environnement n'est pas une abstraction, mais bien l'espace où vivent les êtres humains et dont dépendent la qualité de leur vie et leur santé, y compris pour les générations à venir. L'obligation générale qu'ont les Etats de veiller à ce que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle respectent l'environnement dans d'autres Etats ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale fait maintenant partie du corps de règles du droit international de l'environnement. »¹⁸

Plus loin, on peut également citer le litige entre le Costa Rica et le Nicaragua. Le Costa Rica a demandé à la Cour de juger que le Nicaragua a violé le droit international, en lui refusant le droit d'exercer librement ses droits de navigation et ses droits connexes sur le fleuve San Juan qui constitue une frontière sous sa souveraineté (du Nicaragua), mais qui demeure en principe libre à la navigation à des fins commerciales en vertu d'un traité de 1958. Le Nicaragua quant à lui, pour justifier la restriction faite au Costa Rica de naviguer sur le fleuve, invoquait la protection de l'environnement et des ressources naturelles. Dans son arrêt rendu le 13 juillet 2009 dans cette affaire, la Cour a suivi les allégations du Costa Rica en décidant que le Nicaragua devait respecter en tant que droit coutumier, le droit de pêche aux fins de subsistance pratiquées par les riverains costariciens du fleuve San Juan. Elle affirma de plus que le Nicaragua a effectivement violé les obligations qui étaient les siennes en vertu du traité de 1958 qui le liait au Costa Rica.¹⁹

Un autre litige soumis à la CIJ a été l'Affaire des usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay, opposant l'Argentine à l'Uruguay.²⁰ Ici, l'Argentine soutenait que l'usine de pâte à papier que l'Uruguay avait installée sur le fleuve Uruguay qu'ils se partageaient tous deux, provoquait des dommages environnementaux irréversibles pour l'écosystème du fleuve. Faisant fi du principe de précaution, la Cour, estimant que l'Argentine ne rapportait pas assez suffisamment de preuves matérielles à ses allégations, avait décidé de permettre à l'Uruguay

¹⁸ La Cour se réfère ainsi à la position qu'elle avait adoptée dans son avis consultatif rendu dans l'affaire sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, de 1996. Voir paragraphe 53 de l'arrêt.

¹⁹ Résumé de l'arrêt et communiqué de presse sur le site de la Cour.

²⁰ Arrêt rendu le 20 avril 2010.

de continuer à exploiter son usine. De manière générale, ce principe guide la prise de décision en matière d'environnement, quand bien même il n'existe aucune certitude quant à la nocivité et à la dangerosité écologique de l'activité. La Cour en effet, ne s'est contentée que d'évoquer une approche de précaution susceptible de se révéler pertinente pour interpréter et appliquer les dispositions du statut mais incapable d'opérer un renversement de la charge de la preuve.²¹

²¹ L. Vatna, « *L'affaire des usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay) : un nouveau différend environnemental devant la Cour Internationale de Justice* », *Revue Québécoise de Droit International*, n°22.2 / 2009, p. 31.

Conclusion

En somme, la protection et la préservation de l'environnement, la stricte application des conventions et accords internationaux relatifs à la matière nécessitent une coordination intégrée aux volontés politiques des Etats, ainsi qu'une direction dynamique et effective au niveau national. Ainsi, un pas de plus sera fait lorsque l'importance de la force obligatoire des conventions et instruments juridiques relatifs à la protection de l'environnement aura été reconnue dans le plus large contexte du développement économique et des changements mondiaux, en particulier les aspects clés et déterminants tels que le commerce, l'agriculture et les changements climatiques. Ceci d'autant plus que leur mise en œuvre en serait plus planifiable et plus suivie dans un court, moyen et long terme par le truchement effectif d'un « *financement régulier et régulé et les moyens techniques de pointe surtout dans les Pays Moins Avancés (PMA)* » (le cas de la dernière collecte des fonds sur les changements climatiques à Paris). Puisque nous partons du principe que l'esprit de Stockholm a instigué une méthode plus pratique de la prise en charge de l'environnement, il ne reste plus qu'à promouvoir encore plus aujourd'hui qu'hier une coopération plus accrue entre les différentes échelles d'acteurs en termes d'équité.